

Conseil national du PCF

23 mai 2008

Bernard Calabuig, Val d'Oise

L'urgence de travailler une perspective en Europe

Il y a nécessité d'intégrer avec constance la dimension européenne dans toute notre activité. Oui il faut changer l'Europe, un projet franco-français n'y suffira pas, la thèse de la « révolution dans un seul pays » n'est plus d'actualité. Cette page est irrémédiablement tournée. En Europe, tous les peuples sont confrontés aux mêmes orientations, à des choix similaires qui sont marqués du sceau du libéralisme. Ainsi, concernant l'école, l'enseignement supérieur, la recherche, les réformes en cours visent dans tous les pays à adapter les systèmes éducatifs à la compétition économique. Dans tous les pays de la communauté, ces réformes relèvent de « la feuille de route de Lisbonne. » Elles remettent partout en cause la démocratisation. Elles accélèrent la main mise du patronat sur les formations, afin de baisser le coût du travail, de développer la précarité et l'exploitation, en déconnectant les diplômés des conventions collectives. Le but : mettre en place une école éclatée, basée sur le mérite et la compétence individuelle pour former des salariés rémunérés au mérite, où le contrat individuel remplace la loi et le droit. Pour travailler une contre-offensive, il y a besoin d'analyses et de propositions communes aux progressistes en Europe, c'est le sens du colloque dont le réseau école et la commission enseignement supérieur ont pris l'initiative, qui se fera sous l'égide du PGE les 19 et 20 juin. Celui-ci débouchera sur un projet de « manifeste » pour une transformation progressiste de l'école et de l'enseignement supérieur.

Concernant ce que nous appelons la perspective, elle est plus que jamais nécessaire, en France comme dans toute l'Europe. Les mouvements sociaux sont en butte à ce déficit d'alternative. C'est quoi au juste une perspective ? Pour moi il s'agit de deux choses indissociablement liées : la crédibilité d'un projet d'alternative au capitalisme, et aussi la crédibilité de forces politiques pour le faire vivre ou le porter. Ce qui a rendu possible en France la victoire du NON de gauche en 2005, c'est autant la crédibilité rendue lisible par la convergence des forces politiques qui se mobilisaient ensemble que le projet alternatif. La perspective, voilà le chantier dans lequel les forces progressistes doivent s'investir en Europe. Cet effort doit se concrétiser dans les élections européennes qui marqueront soit le ressaisissement de la gauche d'alternative, soit un pas supplémentaire dans l'installation du bipartisme.